

Procès-verbal

Table des matières

23-1 Bienvenue de la Présidente et adoption de l'ordre du jour	3
23-2 Rapport du Chef du Secrétariat, y compris le suivi des mesures et des décisions adoptées par le biais de circulaires depuis la dernière réunion du Conseil d'administration.....	3
23-3 Suivi de la mise en œuvre	4
23-4 Rapport du Comité de Validation	5
23-5 Rapport du Comité de Candidature et de Sensibilisation.....	6
23-6 Révision de la norme ITIE, approbation formelle	7
23-7 Rapports du Comité d'Audit et du Comité des Finances.....	7
23-8 Rapport du Comité de Gouvernance	8
23-9 Préparatifs pour l'Assemblée générale et la Conférence.....	8
23-10 Questions diverses.....	8
23-11 Dissolution de l'ancien Conseil d'administration ; remerciements aux membres du Conseil d'administration	9
Liste des participants	10
Annexe A – Résumé des décisions du Conseil d'administration sur la Validation.....	15
Annexe B – Résumé des décisions du Conseil d'administration sur les Candidatures ITIE.....	17

PROCES-VERBAL DE LA 23^E REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ITIE

Sydney

Le mercredi 22 mai 2013

23-1 Bienvenue de la Présidente et adoption de l'ordre du jour

La Présidente souhaite la bienvenue aux membres du Conseil d'administration. Elle explique au Conseil d'administration les motifs de l'absence de Jean-Claude Katende et propose de lui écrire afin de lui apporter le soutien du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration convient de la nomination d'Antonio Dominguez qui succédera à Ignacio Quesada Morales comme suppléant de Baiba Rubesa, qui représente les entreprises.

L'ordre du jour est adopté.

Mesure à prendre

La Présidente écrira une lettre de soutien à Jean-Claude Katende.

23-2 Rapport du Chef du Secrétariat, y compris le suivi des mesures et des décisions adoptées par le biais de circulaires depuis la dernière réunion du Conseil d'administration

Jonas Moberg fait le point des activités du Secrétariat, et notamment des préparatifs de la 6^e Conférence mondiale de l'ITIE, du rapport de suivi 2013 et de la révision de la norme ITIE. Les procédures de transition vers la norme ITIE feront l'objet d'une discussion lors de la 24^e réunion du Conseil d'administration, le 24 mai 2013.

Jonas informe le Conseil d'administration des diverses autres activités qui ont lieu parallèlement à la réunion du Conseil d'administration, dont la réunion des coordonnateurs nationaux et le séminaire de formation en communication organisé par l'Agence de coopération internationale allemande GIZ et le Fonds fiduciaire multi-donateurs de la Banque mondiale. Jonas informe le Conseil d'administration de l'accroissement des effectifs du Secrétariat international de l'ITIE et présente John Kanyoni, qui collaborera avec le Secrétariat international en tant que consultant pour l'Afrique francophone. Il rappelle qu'aussi bien la gestion de la conférence que la production des documents de l'ITIE sont réalisés en interne, et il remercie Chantal Spit pour le dévouement avec lequel elle a organisé la conférence.

23-3 Suivi de la mise en œuvre

Jonas présente le rapport d'avancement de la mise en œuvre (IPR) et rappelle au Conseil d'administration que l'IPR constitue une évaluation confidentielle réalisée par le Secrétariat. Le système des couleurs des feux de signalisation n'a pas pour but d'évaluer l'impact de l'ITIE dans le pays mais bien de mettre en évidence les domaines dans lesquels le Secrétariat craint que la mise en œuvre ne progresse pas suffisamment. Le Secrétariat constate qu'onze pays sont confrontés à des difficultés significatives. Dans la plupart des cas, les problèmes rencontrés sont des retards et des faiblesses du processus de déclaration et de Validation.

Alan McLean fait remarquer que dans certains pays, la mise en œuvre ne s'est pas améliorée depuis la précédente évaluation réalisée par le Secrétariat. Il prie instamment le nouveau Conseil d'administration de prendre cette réalité en considération lorsqu'il conviendra des modalités de la transition vers la nouvelle norme ITIE.

Jim Miller demande des nouvelles de la divulgation par le Nigéria des recettes de la zone de développement conjoint avec São Tomé-et-Principe, exigence qui avait été précédemment posée par les membres du Conseil d'administration. Eddie Rich explique qu'il s'agit là d'une question bilatérale qui doit être réglée par les deux gouvernements concernés. Les recettes de la zone de développement conjoint sont relativement peu élevées, et donc le gouvernement nigérian ne leur a pas accordé la priorité dans son processus de déclaration ITIE.

Anthony Richter fait remarquer que si l'Azerbaïdjan est actuellement considéré comme sur la bonne voie (vert), les modifications récentes de la loi sur les ONG et leurs implications pour la participation de la société civile à l'ITIE continuent de l'inquiéter. Il remercie Clare Short de bien vouloir dissiper ses craintes en écrivant au Président Ilham Aliiev. Shahmar Movsumov répond que les modifications apportées ne représentent pas un obstacle au processus ITIE. Le gouvernement exposera bientôt son point de vue dans une réponse à la Présidente de l'ITIE.

Michel Okoko et Debra Valentine rappellent au Conseil d'administration qu'il est important de tenir compte de l'engagement politique lors de l'évaluation. Par exemple, en RDC, en dépit de difficultés techniques importantes, on constate une volonté politique évidente et un grand engagement de la société civile et des entreprises en vue d'améliorer le processus ITIE. Michel Okoko a également mentionné le Gabon comme exemple de pays où une volonté politique claire est présente. En Zambie, le nouveau gouvernement semble moins engagé à mettre en œuvre l'ITIE que le gouvernement précédent. Jonas informe le Conseil d'administration de sa récente discussion au sujet de l'ITIE avec la délégation zambienne, qui s'est félicitée d'une intervention de haut niveau. Il suggère également à la Présidente de l'ITIE d'écrire au gouvernement de Zambie peu après la conférence, et il se félicite de l'aide qu'apporteront les membres du Conseil d'administration pour transmettre ce message au gouvernement zambien.

Jonas conclut que le système des couleurs des feux de signalisation doit être amélioré, mais il rappelle aussi au Conseil d'administration que le principal moyen de communication destiné à faire connaître

les innovations et les améliorations apportées est l'utilisation des pages de pays sur le site Internet de l'ITIE à www.eiti.org.

Mesures à prendre

La Présidente écrira au gouvernement zambien afin de lui rappeler qu'un important soutien politique de sa part est indispensable.

Le Secrétariat améliorera la structure et la présentation des prochains IPR.

23-4 Rapport du Comité de Validation

Eelco De Groot, Président du Comité de Validation, présente au Conseil d'administration un rapport du Comité de Validation. Depuis la dernière réunion du Conseil d'administration, le Comité a analysé des projets de rapports de Validation ainsi que les versions finales de ces rapports dans le cas de l'Afghanistan, de la RDC, du Tchad, de la Côte d'Ivoire, de l'Indonésie et du Togo. En outre, il a étudié la demande de prorogation de l'échéance de la Validation introduite par l'Indonésie ainsi que l'examen du Secrétariat pour l'Albanie. Le Comité a entamé des discussions relatives aux dispositions transitoires pour la révision de la norme ITIE, et il en présentera un aperçu lors de la première réunion du nouveau Conseil d'administration.

Les informations détaillées de la décision du Conseil d'administration concernant la Validation figurent à l'annexe A. Sam Bartlett rappelle au Conseil d'administration que les recommandations concernant la Côte d'Ivoire et le Togo sont conformes aux Règles 2011 de l'ITIE et ne reflètent pas les nouvelles échéances de Validation telles qu'énoncées dans la norme ITIE. Le Conseil d'administration s'accorde à dire que les décisions devraient néanmoins entraîner l'obligation pour ces deux pays de subir une nouvelle Validation dans les trois ans.

23-4-A Validation : Côte d'Ivoire

Le Conseil d'administration examine le rapport final de Validation de la Côte d'Ivoire. Ayant pris note de l'évaluation du Comité de Validation, le Conseil d'administration considère que toutes les exigences sont remplies et convient de désigner la Côte d'Ivoire pays Conforme à l'ITIE à compter du 22 mai 2013.

23-4-B Validation : Togo

Le Conseil d'administration examine le rapport final de Validation du Togo. Ayant pris note de l'évaluation du Comité de Validation, le Conseil d'administration considère que toutes les exigences sont remplies et convient de désigner le Togo pays Conforme à l'ITIE à compter du 22 mai 2013. Le Conseil d'administration convient de surveiller les problèmes mis en évidence par le rapport de Validation concernant les transferts infranationaux, les paiements en nature et la capacité de la société civile.

23-4-C Indonésie : Demande de prorogation de l'échéance de Validation

Le Conseil d'administration examine la demande de prorogation déposée par l'Indonésie. Ayant pris note de l'évaluation du Comité de Validation, le Conseil d'administration convient d'accorder à l'Indonésie une prorogation de trois mois de son échéance de la Validation, c'est-à-dire jusqu'au 18 juillet 2013 et ce, bien que la demande initiale ait été d'un mois. Le Comité de Validation a suggéré une période plus longue afin d'assurer la qualité du rapport. Cette période supplémentaire de trois mois n'entraînera pas le dépassement par l'Indonésie de la période de Candidature maximale.

Michel Okoko exprime la nécessité de considérer la décision prise pour l'Indonésie comme une référence pour les pays mettant en œuvre l'ITIE. La suspension ne devrait pas être l'alternative préférée.

Mesures

Le Secrétariat informera les gouvernements de la Côte d'Ivoire, du Togo et de l'Indonésie des décisions adoptées par le Conseil d'administration.

23-5 Rapport du Comité de Candidature et de Sensibilisation

23-5-A Rapport de suivi sur la sensibilisation : de janvier à mars 2013

Anthony Richter, Président du Comité de Candidature et de Sensibilisation, présente les efforts de sensibilisation déployés par l'ITIE depuis la dernière réunion du Conseil d'administration, et il souligne qu'un grand nombre de représentants des pays en phase de sensibilisation sont présents à la conférence et devraient y marquer leur engagement. Edward Bickham demande des nouvelles du Danemark, et notamment du Groenland, ainsi que de l'Afrique du Sud. Jonas indique que des contacts ont eu lieu avec le Danemark, Groenland compris, et qu'il croit comprendre que la question est toujours à l'étude. Anthony expose les progrès accomplis récemment par l'Afrique du Sud, en indiquant que le Président Zuma a pris un engagement au titre de la participation de l'Afrique du Sud à l'OGP (Partenariat pour un gouvernement transparent). Jonas ajoute qu'une plus grande collaboration est nécessaire entre les organisations de la société civile et les entreprises pour inciter le gouvernement à mettre en œuvre l'ITIE. Le prochain sommet du G20 pourra offrir une opportunité pour davantage de progrès dans ce sens.

23-5-B Évaluation de la demande de Candidature : Honduras

Le Conseil d'administration examine la demande de Candidature du Honduras et convient d'accepter le Honduras à titre de pays Candidat à l'ITIE à compter du 22 mai 2013. Le Conseil d'administration prend acte de la nécessité de surveiller la participation de la société civile au processus ITIE. Les détails de la décision du Conseil d'administration figurent à l'Annexe B. Le Conseil d'administration convient de la nécessité de revoir les échéances de déclaration et de Validation conformément à la norme ITIE et aux dispositions transitoires.

23-5-C Évaluation de la demande de Candidature: les Philippines

Le Conseil d'administration examine la demande de Candidature des Philippines et convient d'accepter les Philippines à titre de pays Candidat à l'ITIE à compter du 22 mai 2013. Les détails de la décision du Conseil d'administration figurent à l'Annexe B. Le Conseil d'administration convient de la nécessité de revoir les échéances de déclaration et de Validation conformément à la norme ITIE et aux dispositions transitoires.

Mesures

Le Secrétariat informera les gouvernements du Honduras et des Philippines des décisions adoptées par le Conseil d'administration.

23-6 Révision de la norme ITIE, approbation formelle

Clare et Jonas remercient le Conseil d'administration pour son soutien et pour ses contributions à la révision de la norme ITIE. Jonas rappelle au Conseil d'administration que plusieurs avant-projets ont été diffusés depuis la dernière réunion du Conseil d'administration et que la version finale a fait l'objet d'une approbation de principe par le biais de la Circulaire du Conseil n° 149. Le Conseil d'administration approuve la norme ITIE.

23-7 Rapports du Comité d'Audit et du Comité des Finances

David Diamond, le co-président du Comité des Finances, annonce que le budget de l'ITIE reste sain et que le Secrétariat international va augmenter la fréquence de ses rapports et élaborer des rapports trimestriels (non audités) qui seront examinés par le Comité des Finances. Une légère augmentation des dépenses budgétaires est prévue pour 2013 en raison d'une augmentation des coûts provenant de la traduction en espagnol, de voyages supplémentaires liés au lancement de la norme ITIE, et du recrutement à venir de nouveaux membres du personnel par le Secrétariat international.

Un budget 2014 détaillé sera élaboré en septembre et discuté par le Conseil d'administration lors de sa réunion d'octobre, en même temps que le projet de plan de travail pour 2014.

David annonce que le Comité chargera le Secrétariat de poursuivre les pourparlers avec la Banque mondiale et avec le Comité de gestion du FMDT au sujet des fonds destinés à la Validation.

Elodie Grant-Goodey, Présidente du Comité d'audit, explique que le Comité d'Audit a examiné les comptes audités et a confirmé que l'auditeur est satisfait de la gestion financière du Secrétariat. Le Comité d'audit n'a pas d'autres commentaires à formuler au sujet des comptes audités. La suggestion de fusionner les Comités d'audit et financier a été examinée par le Comité de gouvernance, qui recommande au Conseil d'administration de conserver deux comités distincts.

Elodie informe le Conseil d'administration du fait que le Comité d'audit a chargé le Secrétariat de

rédiger un avant-projet de lignes directrices pour une brève évaluation de la sélection de l'auditeur.

Mesures à prendre

Le Secrétariat poursuivra les pourparlers avec le Fonds fiduciaire multi-donateurs de la Banque mondiale et son Comité de gestion au sujet des fonds destinés à la Validation.

Le Secrétariat rédigera un avant-projet de lignes directrices pour une brève évaluation de la sélection de l'auditeur.

23-8 Rapport du Comité de Gouvernance

Alan McLean, Président du Comité de gouvernance, fait le point sur les délibérations qui ont conduit à la proposition de tenir une Assemblée générale au moins tous les trois ans, et il signale que la Politique d'ouverture a été approuvée. Les membres du Conseil d'administration sont invités à envoyer au Secrétariat leurs commentaires sur le projet de Code de conduite, disponible sur le site Internet de l'ITIE. Alan rappelle au Conseil d'administration qu'il est important que ce projet soit examiné et mis à la disposition des nouveaux membres du Conseil d'administration, afin que celui-ci puisse l'approuver bientôt. Il rend compte de l'avant-projet de lignes directrices relatives aux paiements nationaux, qui doit faire l'objet de nouvelles consultations.

Il a été reconnu que les différents collègues avaient recours à des pratiques variées au regard du mandat des membres du Conseil d'administration. Anthony Richter estime qu'il serait préférable de disposer de conditions limites normalisées pour tous les collègues, et il suggère que le Comité de gouvernance se penche sur cette question à l'avenir.

Clare souligne qu'il est important que le prochain Comité de Gouvernance soit informé des différentes opinions à ce sujet.

23-9 Préparatifs pour l'Assemblée générale et la Conférence

Jonas fait le point sur les préparatifs pour la Conférence mondiale, signalant au passage que 1450 participants provenant de 95 pays différents se sont inscrits à la Conférence. Parmi les participants inscrits, 22 % sont des représentants de la société civile, 35 % des représentants des gouvernements, 17 % des représentants des entreprises, les autres participants représentant quant à eux les médias, les universités et les organisations internationales. Plus d'une centaine d'intervenants sont attendus. Jonas invite les membres du Conseil d'administration à remercier entre autres le gouvernement australien pour le soutien financier apporté, qui a permis au Secrétariat de financer la venue d'environ 150 délégués de pays mettant en œuvre l'ITIE.

23-10 Questions diverses

Aucune question n'a été soulevée.

23-11 Dissolution de l'ancien Conseil d'administration ; remerciements aux membres du Conseil d'administration

Clare remercie les membres qui quittent le Conseil d'administration, à savoir Edward Bickham, Anthony Richter, Sidi Ould Zeine, Ibrahim Dankwambo, Roosevelt Jayjay, Erry Riyana Hardjapamekas, Donal Brown, Dorjdari Namkhajantsan, Mericio J. Dos Reis, Hannah Owusu-Koranteng, Sabit Bagirov, et Epifanio Baca Tupayachi, pour leur engagement envers l'ITIE au cours de ces dernières années, et elle espère sincèrement avoir encore l'occasion de collaborer avec eux à l'avenir.

Liste des participants

Présidente

The Rt. Hon. Clare SHORT

Pays

Pays mettant en œuvre l'ITIE

Mr Abdoul Aziz ASKIA, Permanent Secretary, EITI Niger

Alt: **Mr Sidi OULD ZEÏNE**, Chairman of National Committee, EITI Mauritania

Mr Florent Michel OKOKO, Chairman of the Executive Committee, EITI Congo

Alt: **Mr Robert MOÏDOKANA**, National Coordinator, EITI Central Africa Republic

Mr Ibrahim DANKWANBO, Governor of Gombe State, Nigeria

Alt: **Mr Roosevelt Gasolin JAYJAY**, former Minister of Lands, Mines & Energy, Liberia

Mr Alfredo PIRES, Minister of Petroleum and Mineral Resources, Timor-Leste

Alt. to: **Mr Davaajav GANKHUYAG**, Minister of Mining, Deputy Chairman, EITI National Council, Mongolia

Mr Shahmar MOVSUMOV, Executive Director, State Oil Fund, Azerbaijan

Alt to: **Mr Erry Riyana HARDJAPAMEKAS**, Chair, Independent Team of National Bureaucracy Reform, Indonesia

Pays soutenant l'ITIE

Mr Robert CEKUTA, Principal Deputy Assistant Secretary, State Department, USA

Alt: **Mr Mark PEARSON**, Director General, External Relations, Science and Policy Integration, Natural Resources (NRCan), Canada

Mr Donal BROWN, Head of Africa Regional Policy and Programmes Department for International Development (DfID), UK

Alt: **Mr Harald TOLLAN**, Senior Advisor, Ministry of Foreign Affairs, Norway

Mr Olivier BOVET, Senior Programme Manager Trade Promotion, State Secretariat for Economic Affairs, (SECO), Switzerland

Organisations de la Société civile

Mr Dorjdari NAMKHAJANTSAN, Manager, Open Society Forum, Mongolia

Alt: **Mr Mericio J. DOS REIS "Akara"**, Director, Luta Hamutuk Institute, Timor-Leste

Ms Hannah OWUSU-KORANTENG, Associate Executive Director, Wacam, Ghana

Alt: **Mr Sabit BAGIROV**, Director, Centre for Economic and Political Research, Azerbaijan

Mr Ali IDRISSE, Coordinateur National du ROTAB PCQVP, Niger

Alt for: Mr Jean Claude KATENDE, Président National de l'ASADHO, Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme, coordinateur PCQVP, Democratic Republic of Congo

Ms Corinna GILFILLAN, Head, Global Witness, USA

Alt: Mr Eelco DE GROOT, Senior Policy Officer, Cordaid, the Netherlands

Mr Anthony RICHTER, Chairman, Revenue Watch Institute (RWI), USA

Alt: Mr Epifanio BACA TUPAYACHI, Grupo Propuesta Ciudadana, Peru

Entreprises comprenant les Investisseurs

Mr Antonio DOMINGUEZ SAGOLS, Comptroller General, Petroleos Mexicanos (PEMEX)

Mr Stuart BROOKS, Manager, International Relations, Chevron

Alt: Guillermo Garcia, Head of Revenue Transparency, ExxonMobil

Mr Jim MILLER, Vice President, Environmental Affairs, Freeport-McMoRan, Copper&Gold Inc.

Alt: Mr Edward BICKHAM, Advisor, International Council on Mining and Metals (ICMM)

Ms Debra VALENTINE, Group Executive, Legal & External Affairs, Rio Tinto, UK

Alt: Mr Andrew BONE, Global Head of Government & Industry Relations, De Beers Group

Mr Alan McLEAN, Executive Vice President, Tax and Corporate Structure, Royal Dutch Shell

Alt: Ms Elodie GRANT GOODEY, Head of Societal Issues and Relationships, BP

Mr David DIAMOND, Director, Global Co-Head of ESG, Allianz Global Investors

Secrétaire du Conseil d'administration

Mr Jonas MOBERG, Head of EITI Secretariat, Oslo

Observateurs

Mr Javier AGUILAR, Deputy Program Manager, World Bank

Ms Zainab AHMED, EITI Nigeria (NEITI) National Coordinator, Nigeria

Ms Gro ANUNDSKAAS, Assistant Director General, Ministry of Petroleum and Energy, Norway

Mr Michael BARRON, Government & Public Affairs Manager, BG Group

MS RACHEL BOFANTE, Director, EU Affairs, International Association of Oil & Gas producers (OGP)

Mr Ravdan BOLD, Ambassador, Embassy of Mongolia, Australia

Mr Alfred BROWNELL, MSG Member, Representative Publish What You Pay Coalition, Liberia

Ms Francesca CIARDIELLO, International Sustainability Stakeholders Manager, Eni SpA

Mr Jeffrey S. COLLINS, Senior Counsel, Compliance and Policy, Chevron Upstream & Gas Law

Ms Diana CORBIN, Operations Officer, Donor Relations EITI, World Bank

Ms Dorte CHORTSEN, Advisor, Ministry of Foreign Affairs, Denmark

Mr Hervé CRONEL, Conseiller spécial, Chargé de l'Economie et du Développement durable,
International Organisation of the Francophonie

Mr Andrew DAWE, Team Leader, Natural Resource Management, Strategic Policy and Performance
Branch, Canadian International Development Agency (CIDA)

Mr Daniel DARGENT, Director, B3- Belgian Economic Issues, Ministry of Foreign Affairs, Belgium

Ms Justine DE DAVILA, Governance Adviser – Extractives Growth Team, Department for International
Development (DFID), UK

Mr Séraphin NDION, Secrétaire technique permanent du comité exécutif, Congo

Mr Andrew ENEVER, UK Tax Lead, Shell International Ltd.

Mr Paulo De SA, Manager, Oil, Gas and Mining Policy Division, World Bank

Mr Farid FARZALIYEV, State Oil Fund, Azerbaijan

Mr Gbehzohngar M. FINDLEY, Senator, Liberia

Mr Richard FINEBERG, Principal Investigator, Research Associates, US EITI Advisory Committee

Ms Alexandra GILLIES, Head of Governance, Revenue Watch Institute (RWI)

Ms Kaja GLOMM, Embassy of Norway, Australia

Ms Laurel GREEN, Chief Adviser Policy, External Affairs, Rio Tinto

Ms Shelly HAN, Policy Advisor, Commission on Security and Cooperation in Europe

Mr John HARRINGTON, Upstream Issues Manager, ExxonMobil

Mr Pekka Juhani HUKKA, Ambassador, Ministry for Foreign Affairs, Finland

Mr Vijay IYER, Director, World Bank

Ms Suneeta KAIMAL, Deputy Director, Revenue Watch Institute (RWI)

Ms Marie-Ange KALENGA, Regional Coordinator, West Africa, Transparency International (TI)

Mr Daniel KAUFMANN, President, Revenue Watch Institute (RWI)

Mr Ole Fjordgaard KJAER, Ministry of Industry and Mineral Resources of Greenland, Denmark

Ms. Eiko KONISHI, Consulate-General of Japan, Australia

Mr Jean-François LASSALLE, Directeur Affaires publiques, Total

Mr AI MARCHETTI, Vice President, International and Federal Relations, Hess Corporation

Ms Marie-Anne MACKENZIE, Department for Business, Innovation & Skills, UK

Mr Carlo MERLA, Africa Programme Manager, Publish What You Pay (PWYP)

Mr Christian MOUNZEO, 1er vice-président du comité exécutif, Congo

Ms Clare MURPHY, Office of Energy Programs (ENR/EGA/EP), Department of State, USA

Mr Christophe DE NIJS, First Secretary, Political & Economic Affairs, Embassy of Belgium, Australia

Mr Lutz NEUMANN, Senior Advisor, Sector Program Governance of Public Finances, GIZ, Germany

Mr Petter NORE, Director, Energy Department, Oil for Development, Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD)

Mr Jose Correia NUNES, Head of Budget Support, Public Finance and Macroeconomic Analysis, European Commission (EC)

Mr Bastiaan PRIES, Associate General Counsel, Shell International

Mr Diarmid O'SULLIVAN, Adviser, Global Witness

Mr Paulo OTTO, General Ombudsman, Petrobras

Mr Pasi PATOKALLIO, Ambassador, Embassy of Finland, Australia

Mr PULITI, Managing Director, European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), UK

Ms Marinke van RIET, International Director, Publish What You Pay (PWYP)

Mr Michael ROSS, Advisory Board, Revenue Watch Institute (RWI)

Mr Michael RÖSCH, Deputy Programme Manager - Public Finance, Administrative Reform and Transparency Initiatives, GIZ, Germany

Mr Paul SAMSON, Director General, Multilateral Development Institutions, Multilateral and Global Programs Branch, Canadian International Development Agency (CIDA)

Ms Elda Guterres da SILVA, National Coordinator, EITI, Timor Leste

Mr Samson TOKPAH, National Coordinator, EITI Liberia

Ms Katherine TWOMEY, Executive Officer, Resources Business Liaison Section, Trade and Economic Policy Division, DFAT Australia

Mr Brendan O'DONNELL, Head of Oil Campaign, Global Witness

Mr Luiz Claudio SAMPAIO, Ouvidoria Geral, Petrobras

Ms Veronica SLAYER, Community and Government Relations Advisor, North Star Group - US EITI Advisory Committee

Mr John TYCHSEN, Geological Survey of Denmark and Greenland, Denmark

Mr Alexander VERBEEK, Ministry of Foreign Affairs, the Netherlands

Ms Erica WESTENBERG, EITI Policy Officer, Revenue Watch Institute (RWI)

Mr Joe WILLIAMS, International Secretariat, Publish What You Pay (PWYP)

Mr Alan WOLFE, Transparency International (TI), Australia

Mr Roger WOODWARD, Chartered Accountant, Roger Woodward & Co., Australia

Ms Gabriele ZÖLLER, EITI Desk Officer, BMZ, Germany

Secrétariat international de l'ITIE

Ms Aida AAMOT, Programme Coordinator

Ms Kjerstin ANDREASEN, Administrator

Mr Bady BALDE, Country Manager

Mr Sam BARTLETT, Regional Director

Mr Wouter BIESTERBOS, Strategic Advisor

Mr Tim BITTIGER, Regional Director

Ms Siri FARSTAD, Regional Director

Ms Souad HARVEY, Programme Coordinator

Ms Helene JOHANSEN, Communications Officer

Mr John KANYONI, Advisor

Ms Shemshat KASIMOVA, Communications and Country Researcher

Ms Leah KROGSUND, Administrative Manager

Mr Anders KRÅKENES, Communications Manager

Mr Esben MARCUSSEN, Conference Intern

Mr Jürgen REITMAIER, Advisor

Mr Eddie RICH, Deputy Head of Secretariat

Ms Dyveke ROGAN, Regional Director

Ms Chantal SPIT, Conference Manager

Annexe A – Résumé des décisions du Conseil d'administration sur la Validation

Côte d'Ivoire

Le Conseil d'administration de l'ITIE déclare la **Côte d'Ivoire** pays Conforme à l'ITIE à compter du 22 mai 2013. Conformément aux Règles de l'ITIE :

- La Côte d'Ivoire doit de nouveau procéder à une Validation dans un délai de 5 ans (c.-à-d. au plus tard le 22 mai 2018). Il est précisé au gouvernement de la Côte d'Ivoire que le Conseil d'administration réexamine actuellement les procédures de Validation, et notamment les propositions relatives aux délais pour la revalidation des pays Conformés. Cette date d'échéance pourrait donc être éventuellement modifiée en conséquence.
- Les parties prenantes au processus peuvent demander une nouvelle Validation à tout moment durant cette période si elles estiment que le processus doit être réexaminé ;
- Lorsque des inquiétudes fondées existent sur le fait qu'un pays a atteint le statut de Conformité à l'ITIE mais que sa mise en œuvre est retombée sous le niveau requis pour la Conformité, le Conseil d'administration se réserve le droit de demander à ce pays de procéder à une nouvelle Validation au risque d'être radié de l'ITIE ;
- Conformément à l'édition 2011 des Règles de l'ITIE, la Côte d'Ivoire devra publier des rapports ITIE tous les ans. Ces rapports devront reprendre des données qui ne doivent pas porter sur des exercices plus anciens que les deux derniers exercices comptables révolus (par ex. un rapport ITIE publié lors de l'année civile/financière 2013 doit reposer sur des données pas plus anciennes que celles de l'année civile/financière 2011). Pour que la Côte d'Ivoire conserve son statut de pays Conforme, son rapport ITIE 2012 devra être publié au plus tard le 31 décembre 2014 ;
- Conformément à l'Exigence n° 21(c), la Côte d'Ivoire devra publier un rapport tous les ans portant sur les activités de l'année précédente, détaillant les progrès de la mise en œuvre de l'ITIE et toutes les recommandations formulées par le validateur. Le rapport de suivi pour l'année 2012 devra être publié pour le 30 juin 2013.

Pour toutes les décisions sur la Validation, le Conseil d'administration donnera la priorité à la nécessité de traiter tous les pays de la même manière et de protéger l'intégrité de l'appellation ITIE. Le Conseil d'administration a examiné le rapport du validateur en détail. Le Conseil d'administration est d'accord avec les évaluations du validateur sur toutes les exigences.

Le Conseil d'administration félicite le gouvernement de la Côte d'Ivoire et le Conseil national ITIE de la Côte d'Ivoire pour leur engagement soutenu en faveur du processus de l'ITIE et la direction qu'ils impriment à celui-ci. Prenant acte de l'évaluation du validateur et de celle du Secrétariat international, le Conseil d'administration se félicite de ce que les parties prenantes de l'ITIE en Côte d'Ivoire aient amélioré la mise en œuvre de l'ITIE dans le pays de façon systématique et collégiale, s'attachant plus particulièrement à améliorer la qualité des rapports ITIE, et de ce que le gouvernement apporte désormais un soutien politique et financier approprié à l'initiative. Le Conseil d'administration appelle les parties prenantes et le gouvernement à maintenir ce haut niveau de coopération et d'engagement afin que la Côte d'Ivoire puisse préserver son statut de pays Conforme. Le Conseil d'administration appelle également le Conseil national ITIE à adopter et à publier son plan de travail 2012-2013 dès que possible.

Togo

Le Conseil d'administration de l'ITIE désigne le **Togo** comme étant Conforme à l'ITIE à compter du 22 mai 2013. Conformément aux Règles de l'ITIE :

- *Le Togo doit de nouveau procéder à une Validation dans un délai de 5 ans (c.-à-d. au plus tard le 22 mai 2018). Le Groupe multipartite est informé que le Conseil d'administration réexamine actuellement les procédures de Validation, et notamment les propositions relatives aux délais pour la revalidation des pays Conformés. Cette date d'échéance pourrait donc être éventuellement modifiée en conséquence.*
- *Les parties prenantes au processus peuvent demander une nouvelle Validation à tout moment durant cette période si elles estiment que le processus doit être réexaminé;*
- *Lorsque des inquiétudes fondées existent sur le fait qu'un pays a atteint le statut de Conformité à l'ITIE mais que sa mise en œuvre est retombée sous le niveau requis pour la Conformité, le Conseil d'administration se réserve le droit de demander à ce pays de procéder à une nouvelle Validation au risque d'être radié de l'ITIE ;*
- *Conformément à l'édition 2011 des Règles de l'ITIE, le Togo devra publier des rapports ITIE tous les ans. Ces rapports devront reprendre des données qui ne doivent pas porter sur des exercices plus anciens que les deux derniers exercices comptables révolus (par ex. un rapport ITIE publié lors de l'année civile/financière 2013 doit reposer sur des données pas plus anciennes que celles de l'année civile/financière 2011) ;*
- *Conformément à l'Exigence 21(c), le Togo devra publier un rapport tous les ans portant sur les activités de l'année précédente, détaillant les progrès de la mise en œuvre de l'ITIE et toutes les recommandations formulées par le validateur.*

Pour toutes les décisions sur la Validation, le Conseil d'administration donnera la priorité à la nécessité de traiter tous les pays de la même manière et de protéger l'intégrité de l'appellation ITIE. Le Conseil d'administration a examiné le rapport du validateur en détail. Le Conseil d'administration est d'accord avec les évaluations du validateur sur toutes les exigences.

Le Conseil d'administration félicite le gouvernement togolais pour son engagement soutenu en faveur du processus de l'ITIE et la direction qu'il imprime à celui-ci. Le Conseil d'administration félicite également le Conseil de supervision et le Comité de pilotage du Togo pour leurs efforts et leur leadership efficace dans la mise en œuvre de l'ITIE. Enfin, le Conseil d'administration remercie le validateur et toutes les parties prenantes impliquées dans le processus de Validation.

Annexe B – Résumé des décisions du Conseil d'administration sur les Candidatures ITIE

Honduras

Le Conseil d'administration de l'ITIE admet le Honduras comme pays Candidat à l'ITIE à compter du 22 mai 2013. Conformément aux Règles de l'ITIE, le Honduras est tenu de publier son premier rapport ITIE dans les dix-huit mois suivant son admission en tant que pays Candidat (soit d'ici le 22 novembre 2014) et de soumettre un rapport final de Validation (avalisé par le Groupe multipartite) au Conseil d'administration dans les deux ans et six mois suivant son accession au statut de pays Candidat (soit d'ici le 22 novembre 2015). S'il ne respecte pas ces deux échéances, il sera radié de la liste des pays ITIE.

Le Conseil d'administration pourra souhaiter modifier ces échéances en conformité avec les dispositions transitoires associées à la nouvelle norme ITIE.

Philippines

Le Conseil d'administration de l'ITIE admet les Philippines comme pays Candidat à l'ITIE à compter du 22 mai 2013. Conformément aux Règles de l'ITIE, les Philippines sont tenues de publier leur premier rapport ITIE dans les dix-huit mois suivant leur admission en tant que pays Candidat (soit d'ici le 22 novembre 2014) et de soumettre un rapport final de Validation (avalisé par le Groupe multipartite) au Conseil d'administration dans les deux ans et six mois suivant son accession au statut de pays Candidat (soit d'ici le 22 novembre 2015). Si le pays ne respecte pas ces deux échéances, il sera radié de la liste des pays ITIE.

Le Conseil d'administration pourra souhaiter modifier ces échéances en conformité avec les dispositions transitoires associées à la nouvelle norme ITIE.